

Horizons et débats

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'Allemagne et la Russie L'actuelle controverse entre Schröder et Merkel

par Karl Müller, Allemagne

Au plus tard dès l'effondrement de l'Union soviétique et de son sphère d'influence, les gouvernements des Etats-Unis ont tenté de prendre seuls la direction des affaires du monde. Ils se sont efforcés d'imposer leur domination par des paroles creuses («nous apportons la paix, la démocratie et la prospérité pour le monde entier»), mais surtout par une politique réelle de violence allant s'aggravant, d'exploitation et d'oppression. Les contemporains ont pour les uns critiqué, pour les autres encensé, pour un certain nombre accepté par fatalisme cet univers «unipolaire» dominé par les Etats-Unis.

Le monde, quant à lui, ne s'y est pas prêté. Dans l'hémisphère nord, c'est surtout la Russie qui a tenté, au cours de ces dernières années, de se libérer d'une certaine accommodation et soumission aux volontés de la politique américaine et de reprendre une voie plus indépendante. Mais il y a plus: le président russe, Vladimir Poutine, et cela est remarquable, est l'un des rares hommes politiques de renom qui a à plusieurs reprises caractérisé la politique américaine de façon claire et nette, et précisé qu'il n'était pas prêt à baisser les bras devant cette politique. Ce n'est donc pas par hasard qu'une violente campagne de dénigrement ait été engagée contre le président russe et son pays.

L'Allemagne est impliquée dans cette campagne contre la Russie

Depuis qu'Angela Merkel est devenue chancelière fédérale, la relation entre l'Allemagne et la Russie s'est détériorée. Cela est moins en relation avec la politique russe qu'avec les liens étroits qu'entretient la chancelière allemande avec l'actuel président des Etats-Unis, George Bush et sa politique. Il n'en va pas des droits de l'homme – alors même que c'est constamment prétendu – mais d'un conflit sur le plan de la politique mondiale entre les Etats-Unis et la Russie, les Américains voulant em-

barquer l'Allemagne dans cette discorde, en lui attribuant le rôle de faultrice de trouble.

Il y a des oppositions politiques

Même en Allemagne, il y a toujours des hommes politiques de renom qui refusent de jouer ce rôle. Du côté des partis gouvernementaux, on compte quelques politiciens chrétiens-démocrates (CDU), tel Willy Wimmer, et peut-être le président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag, Ruprecht Polenz. Mais on compte surtout des hommes politiques socialistes tels que l'ancien chancelier Helmut Schmidt, ainsi que Erhard Eppler, qui fut ministre pendant de longues années, mais aussi planificateur du parti socialiste et président du Congrès de l'église évangélique allemande, de même que le prédécesseur de Merkel comme chancelier, Gerhard Schröder.

«Notre gouvernement n'a pas à donner des conseils aux autres Etats»

Helmut Schmidt l'a déclaré clairement lors d'une interview avec le *Spiegel* le 29 octobre: «A mon avis, les Russes n'ont tout au long des siècles pas eu de gouvernements aussi pacifiques que depuis l'ère Gorbatchev. C'est valable aussi pour la période Eltsine et celle de Poutine. En Tchétchénie ce fut une guerre civile à l'intérieur de l'Etat; en ce qui concerne l'Etat de droit, les conditions actuelles en Russie sont meilleures que jamais au cours de sa longue histoire.» Puis revenant à la politique allemande: «En ce qui concerne les affaires intérieures d'autres pays, notre gouvernement n'a pas à donner de conseils ni aux Russes, ni aux Américains et encore moins aux Chinois.» On aimerait ajouter qu'il vaut mieux se taire tant qu'on n'a pas balayé devant sa porte.

L'ancien chancelier Schmidt en appelle au respect du droit international

Il avait précisé au préalable que: «Mon domaine fondamental est le droit internatio-

nal, la Charte des Nations Unies, la non-ingérence». Ce sont les principes auxquels se tiennent aujourd'hui également la Russie et la Chine, et de nombreux autres pays qui doivent subir les conséquences fâcheuses d'une politique impériale, notamment de la part des Etats-Unis et des pays membres de l'OTAN qui ignorent le droit international et la Charte des Nations Unies et s'immiscent vivement dans les affaires intérieures d'autres pays, recours à la guerre inclus.

L'ancien chancelier Schröder met en garde contre une attitude antagoniste envers la Russie

Reprenant la parole, l'ancien chancelier Schröder a tenu un discours devant la fondation allemande *Herbert Quandt*, à l'occasion du *XIII^e European Forum* à Berlin le 16 novembre, au cours duquel il a plaidé pour un solide partenariat avec la Russie, notamment dans le domaine de l'énergie. Il a mis en garde contre la tentation de créer une atmosphère conflictuelle envers la Russie: par des murs rhétoriques, par le plan d'installer un système de fusées américain en Europe, par un encerclement continu de la Russie par les USA et leurs alliés. Sans la nommer, il a émis une critique envers Angela Merkel quant à sa politique irréflective envers la Russie.

La vigoureuse réaction, pleine de polémique, envers cette déclaration n'est pas venue seulement des partisans de Merkel, tel le politicien de la CDU et porte-parole pour les Affaires étrangères du groupe parlementaire *Eckart von Klæden*, mais aussi de la part des médias politiques couvrant le pays et apparaissant comme assujettis. Au lieu de s'en tenir aux faits, on a accusé à l'unisson Schröder de se mettre au service des intérêts de la Russie du fait que, depuis la fin de son mandat de chancelier, il travaille pour la multinationale de l'énergie *Gazprom*.

Il s'agit d'ailleurs de manipulation étant donné que la société dont l'ancien chancelier préside aujourd'hui le conseil d'administration est non seulement prise en charge par *Gazprom*, mais aussi bien par les deux multinationales allemandes *BASF* et *E.ON*. Schröder a pris dans ce domaine une responsabilité clairement établie, soit la construction de l'oléoduc de la mer Baltique, qui est tout autant dans l'intérêt de l'Allemagne que de la Russie et auquel s'oppose toujours la Pologne.

Erhard Eppler rappelle les relations bien trop étroites d'Angela Merkel avec les Etats-Unis

Erhard Eppler, dont la réputation d'homme intègre en Allemagne et hors des frontières n'est plus à faire, a apporté son appui à l'ancien chancelier. Poutine est un homme qui «tente de diriger plus ou moins démocratiquement un pays effondré». Il confirma aussi les remarques de Schröder sur Angela Merkel, en déclarant que «Angela Merkel est marquée par sa vie antérieure en RDA, moins en ce qui concerne le contenu que les structures de pensée.» La conception de la priorité absolue de l'Union soviétique s'est reportée sur les Etats-Unis.

Dans un monde s'en allant à vau-l'eau, il faut être reconnaissant de petits progrès. Des avancées dans le domaine du développement politique de l'humanité ne peuvent être réalisées qu'au travers du respect du droit international, de l'équivalence et de l'égalité des droits, de la souveraineté des Etats et des peuples. C'est l'alternative à la politique de domination d'une clique politique débordant d'énergie criminelle aux Etats-Unis, et de leur machine de guerre, en compagnie de leurs vassaux européens, le tout conduisant le monde à sa perte. Il serait bon que l'Allemagne y réfléchisse, y compris Madame Merkel et ses partisans. •

«A mon avis, on est sur une voie fautive voire dangereuse»

L'ancien chancelier Gerhard Schröder s'oppose à une attitude antagoniste envers la Russie

Mesdames, Messieurs,

Vous m'avez prié de m'exprimer sur les relations entre l'Europe et la Russie, particulièrement en ce qui concerne le partenariat pour l'énergie. Je m'en acquitte volontiers, car je considère que ces relations sont d'une grande importance pour la paix et la stabilité de notre continent. Au cours des temps passés, nous avons, en Europe, entretenu de bonnes relations avec la Russie – mais il y eut aussi des périodes plus troubles, voire très mauvaises. Dans ce dernier cas, c'est la paix du continent qui en pâtissait. C'est pourquoi il est bon de s'efforcer d'entretenir des relations de bon voisinage entre la Russie et l'Europe intégrée.

J'estime particulièrement important d'insister sur ce fait parce que nous sommes arrivés à un carrefour dans les relations entre l'Europe et la Russie. Nous nous trouvons à un point où nous devons en Europe, mais aussi en Russie de son côté, nous décider à choisir dans quelle direction vont aller nos relations. Il s'agit soit de se rapprocher, soit de se distancer. Lorsqu'on suit les discussions de ces derniers temps, on ne peut s'empêcher de penser que d'aucuns souhaitent prendre

leurs distances, voire même adopter une position antagoniste.

A mon avis c'est une position fautive, voire dangereuse. Nous ne devons pas écouter ceux qui veulent, une nouvelle fois, ériger des murs, même si ces derniers se contentent d'être rhétoriques et idéologiques. Certaines personnes prennent cette position en rappelant leur vie propre, leur expérience avec des systèmes tels que celui de la RDA. Je comprends qu'il y ait des émotions, mais la question se pose de savoir s'il est intelligent de se laisser guider de la sorte en politique internationale. Je suis convaincu que non. Pour deux raisons – d'une part, parce que la Russie d'aujourd'hui ne peut en aucun cas être comparée à l'ancienne Union soviétique. D'autre part, parce que cette façon de penser est un retour en arrière. Dans la mesure où nous voulons penser l'avenir, nous devons améliorer nos relations – et non pas les détériorer.

La relation avec la Russie est très complexe. Il s'agit de culture, de politique de sécurité, d'économie, d'énergie, mais aussi, bien sûr, de démocratie et des droits humains. Les relations ne peuvent être comprises que dans cet ensemble.

Je plaide pour une évaluation honnête et complète de la Russie, non dénuée de critique. Cette dernière, cependant, doit toujours tenir compte des conditions cadre et nous ne pouvons appliquer deux poids et deux mesures dans notre perception de la Russie. Qui croit déceler certains développements critiques à Moscou, ne peut se taire à Tiflis lorsque les droits démocratiques y sont foulés aux pieds. Mais c'est précisément à ce genre de réaction que nous venons d'assister en Europe, et en Allemagne – peut-être par un respect fausement compris.

Aujourd'hui la Russie joue un rôle important en politique internationale. Dans l'économie mondialisée, elle prendra une place importante à l'intérieur de l'OMC lorsqu'elle y sera entrée. Elle sera alors un partenaire entier et sur pied d'égalité – en ce qui concerne les droits, mais aussi les devoirs. Les questions de sécurité sur le plan mondial ne peuvent être résolues qu'avec la Russie, et non point sans elle – notamment en ce qui concerne les problèmes de désarmement et les solutions à trouver dans le conflit du Proche- et Moyen-Orient, ainsi que dans les Balkans.

Nous devons comprendre, des deux côtés, aussi bien en Europe qu'en Russie, que la guerre froide est définitivement terminée. La Russie n'est plus le faible partenaire des années quatre-vingt-dix. Elle est devenue une puissance en pleine possession de ses moyens politiques et économiques. Ce n'est pas mauvais, mais bien au contraire bon pour l'Europe. Car une Russie stable et fiable aux frontières orientales de l'Union européenne est la condition de la paix et du bien-être en Europe.

La Russie a pris conscience des intérêts communs et des valeurs partagées, à l'encontre d'une pensée et d'un comportement antagonistes. C'est pourquoi, l'Europe devrait éviter tout ce qui pourrait faire penser à un encerclement et à un refoulement de la Russie. Il s'agit par exemple du système de défense antimissile, prévu par les Américains en Pologne et en Tchéquie. L'Europe, et particulièrement l'Allemagne, ferait bien d'utiliser leurs relations transatlantiques pour inciter les Etats-Unis à retirer leur projet.

Extrait du discours de l'ancien chancelier Gerhard Schröder du 16/11/2007 à l'occasion du «XIII^e European Forum à Berlin» de la Fondation Herbert Quandt.

Va-t-en-guerre dans la région du Golfe

Une agression contre l'Irak doit rétablir l'hégémonie du gouvernement Bush au Proche-Orient

par Heiner Karuscheit

L'avertissement du président des Etats-Unis, George W. Bush, qu'une Troisième Guerre mondiale allait éclater et l'assurance qu'il a donnée de «résoudre le problème nucléaire iranien» avant la fin de son mandat nous rapprochent d'une guerre de Washington contre Téhéran. Le risque d'une telle guerre, les objectifs qui lui sont liés et les implications internationales résultent de la guerre menée en Irak depuis 2003.

Pour l'essentiel, les buts politiques que le gouvernement Cheney-Bush entendait atteindre grâce à cette guerre n'ont pas été réalisés. Si la destitution par les armes de Saddam Hussein a empêché que l'Irak n'exerce l'hégémonie dans le monde arabe et a prévenu le risque subséquent d'un contrôle des ressources pétrolières par une puissance extérieure aux Etats-Unis, elle n'est pas parvenue à établir comme point d'appui un régime stable à la botte des Etats-Unis. L'Irak court le risque de se désintégrer (voir le «junge Welt» du 28 septembre 2007), la résistance armée des milices irakiennes ébranle l'armée américaine, et l'exploitation sans troubles du pétrole irakien – dont l'emploi devrait notamment maintenir bas le prix du pétrole sur le marché mondial – est différé en raison d'attaques réitérées contre les pipelines. Selon les déclarations récentes de l'ancien commandant en chef des forces de la coalition, le général américain Ricardo Sanchez, la situation en Irak est un «cauchemar» dont la fin n'est pas en vue.

La position des Etats-Unis au Proche-Orient, région clé de la politique mondiale actuelle en raison de ses réserves énergétiques, est-elle de ce fait indéterminée? En ces lieux se concentrent les lignes de force internationales, et la répartition mondiale du pouvoir durant de nombreuses années y est fixée. Pour y fonder la prépondérance américaine sur la base de l'instabilité des relations sociales, le gouvernement Cheney-Bush a mené une politique dite de transformation. A partir de l'Irak, les régimes arabes totalement corrompus de l'Arabie saoudite et de l'Egypte devaient être tout d'abord déstabilisés, puis remplacés, d'après le mot d'ordre «du chaos à l'ordre», par des types d'Etats bourgeois modernes, liés à long terme aux Etats-Unis. Tel était, pour l'essentiel, le plan de «liberté et démocratisation» propagé par les politiciens républicains missionnaires de la Maison Blanche.

Parallèlement à la guerre d'Irak, cette stratégie a essuyé un cuisant échec. Les succès électoraux du Hamas en Palestine et des Frères musulmans en Egypte ont démontré ce que la «démocratisation» signifiait actuellement, à savoir l'avance de mouvements de masses islamistes très différents, mais unis par un point commun: leur opposition aux Etats-Unis.

En particulier, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à subjuguier l'Irak. En mettant l'Irak hors de combat, leurs troupes ont contribué à l'hégémonie de l'Irak dans la région. Or cet ennemi n'est pas seulement plus peuplé et mieux armé que l'Irak de Saddam Hussein: il peut recourir à des milices alliées telles que le Hezbollah au Liban et les brigades chiites Badr en Irak. De plus, la politique pro-israélienne de Washington a donné l'occasion à Téhéran, en jouant la carte anti-israélienne, de surmonter l'antagonisme persan-arabe traditionnel – qui fait de lui un allié potentiel d'Israël – et de se concilier la bienveillance des masses populaires arabes.

Affaibli par le désastre irakien, les Etats-Unis ont accusé un revers sensible dans une autre région de la mer Caspienne qui est d'une importance stratégique au niveau de la politique énergétique et qui figure sur l'«échiquier eurasienn». Après la dissolution de l'Union soviétique, ils avaient pu prendre pied au Turkménistan et en Azerbaïdjan, à partir duquel ils ont mené la guerre d'Afghanistan et se sont mis à contrôler l'extraction de pétrole et de gaz naturel, assurant ainsi la dépendance de l'Europe et de la Chine.

L'accord paraphé le 16 octobre lors de la conférence au sommet de Téhéran par les pays riverains de la Caspienne, à savoir

l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Turkménistan, la Russie et l'Irak, prouve que cette influence a pratiquement cessé. Usant d'une tournure d'une rare netteté à propos des plans belliqueux américains, les gouvernements ont déclaré qu'ils ne permettraient «en aucun cas» à un Etat tiers «de recourir à nos territoires pour attaquer un des Etats membres ou pour mener une autre action militaire contre celui-ci». Soutenant le programme nucléaire iranien, ils ont défendu «le droit de tous les signataires du traité prohibant la prolifération des armes nucléaires d'utiliser pacifiquement l'énergie nucléaire», un nouvel affront contre les Etats-Unis. Il faut y ajouter les distances que, en raison de la question kurde, la Turquie, avant-poste indispensable de l'OTAN lors d'interventions militaires en Asie, prend toujours davantage par rapport à son grand allié.

Faible marge de manœuvre au Proche-Orient

En Europe seulement, la position de Washington s'est améliorée grâce au volte-face de la France. Les menaces de guerre contre Téhéran proférées par le nouveau chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, les reproches selon lesquels la Russie utiliserait ses atouts dans le secteur énergétique «avec brutalité» pour revenir sur la scène internationale et entraverait la solution des grands problèmes politiques mondiaux, l'approbation des plans des Etats-Unis tendant à établir des stations de missiles en Europe orientale, tout cela prouve le passage de la France du camp de la «vieille Europe», alliée à la Russie, à celui de la «nouvelle Europe», proche des Etats-Unis.

Mais quelles sont les raisons de ce revirement? L'axe russo-germano-française de 2003 était dirigée contre les ambitions de Washington visant à imposer des solutions unilatérales, comme durant la guerre d'Irak. Dans cette alliance occasionnelle, la «grande nation» n'a joué qu'un rôle secondaire, alors que l'Allemagne a élargi sa marge de manœuvre grâce à sa coopération avec la Russie. Paris ne pouvait pas accepter cette évolution durablement, la présence sur l'Allemagne étant une constante de la politique extérieure française. Comme les Etats-Unis ne sont plus la superpuissance sûre de ses victoires qu'ils étaient en 2003, mais qu'ils ressemblent à un champion de boxe touché, Paris a pu aisément changer de partenaire.

Washington ne peut éviter son déclin que s'il compense la débâcle subie en Irak par une bataille victorieuse contre Téhéran afin de réaliser son objectif initial visant à assurer son hégémonie à long terme au Proche-Orient. Théoriquement, on pourrait renoncer à la politique de confrontation menée depuis des années, normaliser les relations, abroger les sanctions économiques, donner à l'Irak une garantie de ne pas l'attaquer et l'intégrer dans une organisation régionale de sécurité. A court ou à long terme, cette voie conduirait probablement au renversement d'une théocratie que la population n'appuie pas sans réserves et que les pressions extérieures stabilisent plutôt qu'elles ne la déstabilisent. Une garantie de non-agression permettrait d'atténuer la gravité du programme nucléaire, qu'il serve effectivement à l'armement ou qu'il s'agisse d'une affirmation destinée uniquement à justifier une guerre.

Mais quelles que soient les forces politiques au pouvoir à Téhéran: après la déposition, en 1953, du Premier ministre Mohammad Mossadegh par la CIA et la «révolution islamique» de 1979 imposée contre les Etats-Unis, aucun gouvernement iranien ne redeviendra vassal des Etats-Unis à l'instar du régime du schah. C'est pourquoi l'adoption par Washington d'une politique de coopération ne profiterait pas aux Américains, qui en seraient les perdants. En effet, un Iran prospérant dans la paix pourrait continuer de renforcer sa position dans le Golfe persique et une attaque contre lui serait dépourvue de toute légitimité.

Les Etats-Unis font donc face au dilemme suivant: ils doivent soit vaincre l'Irak, soit

s'avouer perdants dans leur tentative de rétablir leur hégémonie passée dans la région du Golfe. Actuellement, aucun gouvernement des Etats-Unis – quel que soit le parti du président – n'est disposé à avouer la défaite. Le parti de la guerre prévaut non seulement chez les «républicains», mais aussi chez les «démocrates», dont les candidats à la présidence les plus notables que sont Hillary Clinton, Barack Obama (voir «junge Welt» du 15/8/07) et John Edwards ont déjà annoncé qu'ils approuvaient une attaque militaire.

Elargissement tacite de l'alliance

Jusqu'à maintenant, la guerre du Liban menée en juillet et août 2006 par Israël et le Hezbollah a été la dernière étape des hostilités visant Téhéran. Conduite avec le soutien, si ce n'est sur l'initiative des Etats-Unis – l'armée israélienne était mal préparée – elle avait pour prétexte des Israéliens l'arrestation de deux soldats par les milices chiites et les tirs de missiles Katjuscha sur le Nord d'Israël. L'objectif politique de la guerre était l'élimination de l'influence syro-iranienne par la défaite du Hezbollah et la constitution du Liban en protectorat américano-israélien. Le bombardement des quartiers résidentiels devait dresser la population contre un Hezbollah rendu responsable, provoquer un «changement de régime» et servir ainsi de répétition générale pour une stratégie contre l'Irak.

Toutefois, la guerre répétition générale a échoué comme la guerre en Irak, aucun des buts fixés n'ayant été atteints. L'armée israélienne a accusé des pertes sensibles; en particulier, un grand nombre de blindés tenus pour invulnérables jusqu'alors a été mis hors d'état de nuire. Au lieu de provoquer un changement d'attitude envers le Hezbollah, la terreur aérienne a entraîné une solidarité dépassant de beaucoup la population chiite, ainsi qu'une critique internationale croissante en raison de la violation du droit international public. Quand les hostilités ont cessé, Israël n'avait même pas obtenu la libération des soldats prisonniers invoqués comme raison de la guerre.

Si la répétition générale qui a eu lieu au Liban s'était soldée par un succès, l'attaque contre Téhéran aurait probablement déjà eu lieu depuis longtemps. Cependant, il a fallu élaborer tout d'abord une nouvelle stratégie pour atteindre le même but. L'augmentation des troupes d'occupation en Irak a révélé les changements au début de 2007. Parallèlement, le gouvernement des Etats-Unis a procédé tacitement à une modification de sa politique, changeant aussi bien ses rapports de force en Irak qu'en relation avec les pays arabes et avec le problème du Proche-Orient dans son essence.

En Irak, l'alliance s'est étendue des forces chiites coopérantes aux Sunnites qui avaient constitué le soutien du régime de Saddam Hussein. En négociant avec les clans sunnites, en leur procurant de l'argent et des armes, les Etats-Unis ont constitué des unités sunnites armées comptant 50 000 hommes à tout le moins, qui combattent à leurs côtés et dont font partie aussi des membres des anciennes unités spéciales du régime Baath. Entre-temps, ces troupes auxiliaires ont déjà été utilisées à Bagdad contre l'armée chiite Mahdi.

Par rapport aux régimes d'Arabie saoudite, d'Egypte, de Jordanie et des cheiks du Golfe, les Etats-Unis ont mis un terme à la politique de transformation et de démocratisation sur la base de laquelle leur ministre des Affaires étrangères Condoleezza Rice avait sommé publiquement le gouvernement égyptien, en 2005 au Caire, d'organiser des élections libres conformes aux normes internationales. En lieu et place, on s'efforce aujourd'hui de stabiliser les Etats taxés jadis d'anachroniques et de non-démocratiques, de leur procurer des armes dont la valeur dépasse USD 70 milliards et de les intégrer dans une coalition anti-iranienne. On a placé notamment dans la plupart des pays des systèmes «Patriot» aptes à neutraliser les missi-

les adverses, dont la réplique est à craindre après une attaque contre Téhéran.

Lors d'un autre volte-face, la diplomatie des Etats-Unis s'efforce maintenant de régler le conflit israélo-palestinien. Pendant des années, le problème du Proche-Orient n'a pas été traité, car non pas l'absence d'un Etat palestinien, mais le manque de démocratie était considéré comme le principal problème de la région. D'après cette stratégie, le conflit du Proche-Orient ne devrait être résolu qu'après l'adaptation de la région du Golfe aux vœux de Washington. On a vanté aussi longtemps Israël comme modèle de démocratie et donné toute latitude, dans la réalité politique, aux programmes de colonisation.

La conférence du Proche-Orient fixée pour fin novembre à Annapolis (voir «junge Welt» du 9/11/07) doit maintenant résoudre le problème qui, dans le cadre de la nouvelle politique, est considéré comme le principal obstacle à l'intégration des Etats arabes dans la guerre contre l'Irak. Toutefois, cela implique qu'Israël soit disposé à accepter une réglementation mettant un terme à la politique de colonisation.

Le prix de la trahison

Pour donner davantage d'influence à leurs nouveaux alliés sunnites en Irak, les diplomates de la Maison Blanche se sont efforcés ces derniers mois de destituer le Premier ministre chiite Dschawad Al-Maliki et d'obtenir la formation d'un nouveau gouvernement. Jusqu'à maintenant, ce plan a échoué, car il n'y a pas de majorité adéquate au parlement dominé par les Chiites et les Américains ne peuvent pas se permettre de dissoudre ce parlement sans annihiler leur crédibilité. Conformément à leur nouvelle politique, les Etats-Unis ont cessé de livrer au gouvernement Maliki de nouvelles armes destinées à sa police et à son armée, si bien que celui-ci a effectué des achats en Chine pour un montant de USD 100 millions.

De plus, les groupements chiites les plus influents, dirigés par Abdulaziz Hakim (chef du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak [SCIRI], brigades Badr) et par Muqtada Al-Sadr (mouvement des Sadristes, armée du Mahdi) ont convenu au début octobre de répondre au changement d'alliances des Etats-Unis par un «pacte d'honneur» prévoyant la suspension de toutes attaques mutuelles. Auparavant déjà, Al-Sadr avait décrété une suspension contre les parties de l'armée Mahdi qu'il dirige et qui s'étaient consacrées principalement à la lutte contre les forces chiites concurrentes.

Dans ces conditions, la diminution actuelle de la violence s'explique de manière relativement simple. Les attaques contre des soldats américains ont diminué, une partie des insurgés sunnites étant passée dans le camp des occupants, et les attaques contre les Irakiens se sont réduites car le cessez-le-feu conclu entre les milices chiites déploie ses effets. Le renforcement des troupes n'a donc pas exercé d'effets en soi, mais les changements d'alliances qui lui sont liées ont porté leurs fruits. Il reste à voir si ce succès sera durable ou s'il déclencherà des irruptions de violence toutes différentes. Le calme pourrait aussi précéder la tempête qui se déchaînera au plus tard lors de l'attaque contre Téhéran.

Une victoire tardive de Brzezinski

Les objectifs politiques de la guerre préparée sont limités par l'insuffisance des moyens militaires. Le général Sanchez, cité au début de cet article, estime que l'armée américaine nécessite au moins dix ans pour se remettre du désastre irakien. La guerre doit donc être menée à partir de l'air et être soutenue par divers centres de commandement terrestres.

Après les expériences faites pendant la guerre du Liban, il faut exclure qu'un bombardement de la population entraîne un changement de régime – ce qui ne dissuadera pas le gouvernement Cheney-Bush d'y recourir suivant l'évolution des événements. Un objectif

Propulsores de la guerra en el Golfo

Un ataque al Irán consolidaría la hegemonía del gobierno de Bush en el Oriente Próximo

por Heiner Karuscheit

La advertencia sobre una tercera guerra mundial por parte del presidente norteamericano George W. Bush, y su afirmación de querer solucionar el «problema nuclear de Irán» antes de terminado su mandato, hacen más inminente una guerra de Washington contra Teherán. El peligro de una guerra, los propósitos que se persiguen con ella y las implicaciones internacionales, son el resultado de la guerra de Iraq de 2003.

Los objetivos políticos perseguidos por la administración Cheney-Bush con la guerra contra Iraq, prácticamente han fallado. Por cierto, con la derrota militar de Saddam Hussein se impidió el avance amenazante de Iraq como poder hegemónico árabe y se eliminó el peligro que eso significaba para EE.UU., de no poder ejercer un control sobre las reservas de petróleo. Pero lo que no se logró, es establecer un gobierno estable pro norteamericano como punto de apoyo en el Golfo. Iraq está en peligro de disgregarse (ver «junge Welt» del 28.9.2007), la lucha armada de las milicias iraquíes de resistencia, desgasta al ejército norteamericano. La explotación sin perturbaciones del petróleo iraquí, que debía garantizar, entre otros, un bajo precio en el mercado mundial, se hace cada vez más inalcanzable, a causa de los constantes atentados a los oleoductos. Según los últimos comentarios del ex Comandante de la coalición de fuerzas militares, general norteamericano Ricardo Sánchez, la situación en Iraq es una «pesadilla» sin vista a un fin.

¿Significa que está pendiente la posición de EE.UU. en el Oriente próximo, la región clave por sus reservas de energía en la actual política mundial? Aquí corren paralelas las líneas de fuerza internacionales, y se fijará por muchos años el reparto global de poder. Para fundamentar la hegemonía norteamericana en esa región, dadas las condiciones sociales inestables, el gobierno Cheney-Bush persiguió una llamada política de transformación. Partiendo de Iraq, deberían destituirse los corruptos gobiernos árabes desde Arabia Saudí hasta Egipto para después substituirlos por gobiernos modernos, poderes civiles aliados a largo plazo con EE.UU. según la consigna «Desde el caos el orden». Ésta era la quintaesencia de la agenda «Libertad» y «Democratización», propagada por los misionarios políticos republicanos en la Casa Blanca.

Esta estrategia falló totalmente, conjuntamente con la guerra de Iraq.

El triunfo de los Hamas en las elecciones en Palestina y los hermanos musulmanes en Egipto, han demostrado lo que significa actualmente «democratización»: el avance de movimientos masivos islámicos. A pesar de las diferencias en los distintos países, están unidos por una causa común su oposición contra EE.UU.

Sobre todo, lo que no se logró, es doblegar a Irán. Al contrario, su hegemonía en el Golfo aumentó al quedar Iraq aislado por las tropas norteamericanas. Este adversario no sólo cuenta con una población más numerosa y está militarmente mejor equipado que el Iraq de Saddam Hussein, sino que también puede recurrir a milicias aliadas, como Hezbolá en Líbano y las brigadas chiíes Badr en Iraq. Además, la política pro Israel de Washington le dió la oportunidad de jugar la carta anti Israel, allanar así la tradicional oposición persa-árabe – que lo hace prácticamente un aliado de Israel – y poner de su lado a la masa de la población árabe.

Debilitado por el desastre en Iraq, EE.UU. sufrió otra sensible derrota en una región de la «placa euroasiática» en el Mar Caspio, importante desde el punto de vista estratégico y de la energía.

Al disolverse la Unión Soviética, se pudieron asentar sobre todo en Turkmenistán y Azerbaiyán, desde allí hacer la guerra a Afganistán e ir ganando el control sobre la producción de petróleo y gas, con lo que se mantenía en dependencia sobre todo a Europa y China.

El acuerdo estipulado el 16 de octubre, en la reunión cumbre en Teherán, entre los estados lindantes al Caspio, Azerbaiyán, Kazajstán, Turkmenistán, Rusia e Irán, demuestra que de esa influencia no ha quedado prácticamente nada. En un claro viraje contra los planes de guerra norteamericanos, los gobiernos declararon que «bajo ningún motivo» permitirán que un tercer estado «utilice nuestro territorio para un ataque u otra acción militar en contra de un país miembro» y apoyando el programa nuclear de Irán, defendieron «el derecho de todos los firmantes del Tratado de no proliferación nuclear a utilizar la energía atómica con fines pacíficos – una nueva afrenta para EE.UU.

A esto se agrega el creciente distanciamiento de Turquía, imprescindible como puesto avanzado de la OTAN para sus acciones militares en Asia, pero que a raíz de la cuestión con los curdos se aleja de los grandes aliados.

Poco espacio de acción en el Oriente Próximo

Sólo en Europa se ha mejorado la posición de Washington a través de un cambio de curso en Francia. Las amenazas de guerra a Teherán por parte del nuevo presidente Nicolas Sarkozy, la reprobación a Rusia porque ésta utilizaría «brutalmente» su triunfo en el sector de energía, para regresar al escenario internacional dificultando la solución de grandes problemas mundiales, el consentimiento a los planes de estacionamiento de misiles de EE.UU. en Europa Oriental – todo esto demuestra el cambio de Francia de «viejo» aliado de Rusia a «nuevo» aliado de Europa, cercana a EE.UU.

Pero ¿cuáles son los verdaderos motivos para ese viraje? El eje ruso-alemán-francés de 2003 se dirigía contra las ambiciones «unipolares» perseguidas por Washington en la guerra de Iraq. En la alianza a este efecto, la Grande Nation jugaba solo un rol secundario, mientras que Alemania con su alianza con Rusia ganó nuevos espacios. Esto, a la larga, no pudo ser aceptable para Paris, siendo ley en la política exterior francesa, el

preservar la prioridad respecto a Alemania. Como EE.UU. ya no es el superpoder vencedor de 2003, sino más bien se asemeja a un campeón de boxeo abatido, París pudo cambiar de aliado con facilidad.

Washington puede contrarrestar su derrota, sólo cuando al desastre en Iraq lo pueda compensar con una batalla triunfal en Teherán. Así todavía podría lograr su meta inicial de asegurar a largo plazo su hegemonía en el Oriente Próximo. Teóricamente, se podría abandonar la política de confrontación perseguida desde hace años, normalizar las relaciones, levantar las sanciones económicas, darle a Irán una garantía de no agresión e integrarlo en una organización regional de seguridad. A corto o largo plazo, por ese camino probablemente se llegaría a una disolución del régimen clerical, el cual no goza de un apoyo absoluto en la población, y que a través de la presión externa se estabiliza en lugar de desestabilizarse. Por medio de una garantía de no agresión, se podría neutralizar el programa nuclear, igual si realmente se utiliza para el armamento o si esto es sólo un motivo ficticio para una guerra.

Pero, no importa qué fuerzas políticas lleguen al poder en Teherán – después del derumbe del jefe de estado Mohammad Mosaddegh por la CIA en el año 1953 y la «revolución islámica» de 1979 contraria a EE.UU. ningún gobierno iraní va a ser un vasallo de EE.UU. en el Golfo, como lo fue el régimen del Sha. Por lo tanto, Washington no ganaría mucho con una política de cooperación, sino, al contrario, perdería. Un Irán prosperando pacíficamente podría fortalecer su situación en el Golfo y no habría ningún motivo que legitimara un ataque.

De ahí resulta el gran dilema de EE.UU.: O bien deben abatir militarmente a Irán o dar por perdida la hegemonía en el Golfo. No obstante, ningún gobierno en Washington está decidido a aceptar una derrota, no importa cual partido asigne al presidente. Los partidarios de la guerra no sólo prevalecen entre los republicanos, sino también entre los «demócratas» cuyos candidatos más prominentes Hillary Clinton, Barack Obama

(ver «junge Welt» del 15.8.2007) y John Edwards ya han manifestado su aprobación para un ataque militar.

Una calma ampliación de la alianza

La guerra del Líbano entre Israel y Hezbolá, en los meses de julio y agosto de 2006 fue, por el momento, el último paso en dirección a la guerra en Teherán. Dos soldados tomados prisioneros por la milicia chií y el bombardeo del norte de Israel con misiles Katyusha, proporcionaron a Tel Aviv el motivo para una guerra, hecha con protección de la retaguardia o directamente por iniciativa de EE.UU. – la armada israelí estaba mal preparada. El propósito político de la guerra era eliminar la influencia siria-iraní, destruyendo la Hezbolá y convirtiendo al Líbano en un protectorado norteamericano-israelí.

El bombardeo de las zonas habitadas debía poner a la población en contra de Hezbolá, al que se lo hizo culpable, y, de este modo, provocar un «cambio de gobierno» que sirva como prueba para el proceder en contra de Irán.

Pero esta guerra de prueba fracasó, al igual que la guerra en Iraq, ya que no se logró ninguno de sus propósitos. Militarmente, la armada israelí sufrió importantes pérdidas, sobre todo fue destruido un gran número de tanques a los que hasta ahora se consideraba como invulnerables. En vez de provocar, con las bombas, un cambio de actitud en contra de Hezbolá, el terror desde el aire produjo una solidaridad mucho más allá de la población chií y provocó una creciente crítica internacional debido a la violación del derecho internacional. Al terminar las acciones de guerra, Israel ni siquiera había logrado la liberación de los soldados, lo que había sido el motivo para iniciarla.

Si el ensayo general en Líbano hubiera tenido éxito, el ataque a Teherán probablemente ya se hubiera llevado a cabo. En cambio, primeramente debía desarrollarse una nueva estrategia para alcanzar la misma meta. Esos cambios se notaron con el aumento de las tropas en Iraq a principios de 2007. Conjuntamente, la administración estadounidense se propuso silenciosamente una reorientación política que cambió su relación tanto con las fuerzas internas de Iraq como con los países árabes y los problemas del oriente próximo.

Dentro de Iraq, llevó a cabo una ampliación de las alianzas con fuerzas chiíes cooperadoras y sunitas, que fueron el apoyo al régimen de Saddam Hussein. A través de negociaciones con las tribus sunitas, dinero y provisión de armas, la armada norteamericana empezó a organizar unidades sunitas de al menos 50000 hombres, que luchan a su lado. Algunos de ellos habían pertenecido a los comandos especiales del régimen Baath. Entre tanto esos grupos de ayuda han sido puestos en acción en Bagdad contra el ejército chií del Mahdi.

Frente a los regímenes de Arabia Saudí, Egipto, Jordania y los estados gobernados por los jeques, se finalizó con la política de transformación y democratización, sobre cuyas bases la ministra del exterior de EE.UU., Condoleezza Rice, había exhortado públicamente al gobierno egipcio, en junio de 2005 en El Cairo, a convocar elecciones libres acordes a los estándares internacionales. Hoy en cambio, se realizan esfuerzos para estabilizar esos estados, antes considerados como antidemocráticos y anacrónicos, equipándolos con armas en valor de más de 70 mil millones de dólares y uniéndolos en una coalición anti-iraní. En la mayoría de los países han sido estacionados, entre otros, sistemas «Patriota» que deben neutralizar el temido contraataque del enemigo después de un ataque a Teherán.

Ahora, en otra ronda, la diplomacia norteamericana intenta regularizar el conflicto israelí-palestino. Durante años el conflicto en oriente próximo estuvo congelado, ya que no era la falta de un estado palestino, sino la falta de democracia lo que se conside-

Isaf: De una misión para la paz a una intervención para la guerra

La armada suiza se retira de Afganistán

El jefe del Departamento Federal de Defensa, Protección civil y Deporte (VBS), consejero federal Samuel Schmid, informó hoy a la Cámara alta que Suiza pondrá fin a su participación militar en Afganistán el 1 de marzo de 2008.

El motivo para esa decisión son los cambios en la situación y la naturaleza de las intervenciones del *International Security and Assistance Force in Afganistán* (Isaf) desde la resolución de hace cuatro años. Las resoluciones de sostenimiento de la paz se han ido convirtiendo, paso a paso, en el sur de Afganistán, en una operación para combatir a los rebeldes. Aún donde los rebeldes operan aisladamente, no puede cumplirse efectivamente con la misión, a raíz de las medidas de seguridad que se han hecho necesarias para las tropas. En las regiones donde los talibanes se han fortalecido, el trabajo de reconstrucción se ha hecho prácticamente imposible. En general, la función esencial de la Isaf consiste cada vez más en la formación de una armada afganistana.

En la sesión del verano de 2003, el parlamento acordó que máximo

cuatro oficiales del Estado Mayor sean activos en la Isaf. El fundamento legal fue dado por la resolución de la ONU 1386 del 20 de diciembre de 2001 complementada más tarde por la resolución de la ONU 1510 del 13 de octubre de 2003, en la cual se amplió el mandato a zonas fuera de Kabul. La Isaf fue encomendada, en primer lugar, a asegurar la reconstrucción del país. La resolución de la ONU 1776 del 19 de septiembre de 2007 extendió el mandato de la Isaf hasta el 13 de octubre de 2008.

Desde febrero de 2004, están presentes alternativamente en la Isaf, dos o cuatro oficiales del Estado Mayor. En este momento están activos dos oficiales en Kunduz, en el *Provincial Reconstruction Team* alemán. El trabajo de los oficiales suizos y de los grupos suizos de reconocimiento es muy apreciado por todos, sobre todo por los aliados alemanes. Suiza además, se beneficia con el intercambio de noticias y experiencias con la OTAN, al que sólo tienen acceso los estados miembros.

Fuente: VBS – Informe de prensa del 21/11/07

(Traducción: Horizons et débats)

«Operation Enduring Freedom» – conducteurs a contre-sens sur la route

par Jürgen Rose, Munich

«Même si nous pouvions dire un jour que les batailles en Afghanistan ou ailleurs sont terminées, la lutte contre le terrorisme durera éternellement. Le terrorisme sera notre ennemi partout. Nous devons reconnaître ce fait et ne jamais abandonner cette lutte.»

Cette propagande pleine d'emphase ne provient pas d'un discours de *George W. Bush* – c'est le général de corps d'armée de la Bundeswehr *Hans-Otto Budde*, connu pour sa rhétorique archaïque belliqueuse et toujours encore en fonction, qui s'est exprimé ainsi. On peut penser que ce hurlement de guerre est insupportable. Mais Budde ne fait que dire la vérité. Une fin de la «guerre contre la terreur» ne s'annonce pas encore. Tout au contraire: Depuis la scélératesse de l'ancien chancelier *Gerhard Schröder* par laquelle il a – en novembre 2001 – extorqué au Parlement, en posant la question de confiance, le premier mandat pour une participation de la Bundeswehr à l'«*Operation Enduring Freedom*», la majo-

rité des députés donne chaque année sa bénédiction à cette violation du droit international. Apparemment la proclamation de Schröder d'une «solidarité illimitée» et le slogan de *Peter Struck* «aujourd'hui, nous sommes tous des Américains» ont empêché le réveil des cerveaux mis hors service. Toute critique envers cette «*Global War on Terrorism*», violant le droit international, est éliminée comme étant «aventureuse».

Dès le début, la légitimation par le droit international des interventions militaires contre le prétendu réseau terroriste d'al-Qaïda était extrêmement fragile. Il n'existe aucune résolution du Conseil de sécurité qui autoriserait les Etats-Unis et l'OTAN à user la force militaire. Lui seul en est légitimé. Les conducteurs à contre-sens sur la route du droit international dans «la guerre anti-terreur» se réfèrent à l'article 51 de la charte de l'ONU qui règle le droit à l'autodéfense. Ceci n'est conforme aux statuts que jusqu'au moment où le Con-

seil de sécurité fait valoir ses compétences afin de rétablir la sécurité internationale. Et c'est ce qu'il a fait – 17 jours après les attaques du World Trade Center et du Pentagone, il a – par sa résolution 1373 – appelé les Etats membre à combattre le terrorisme international par des mesures politiques, économiques, policières et des mesures législatives – mais il n'a en aucun cas autorisé la force militaire!

Même si les guerriers «anti-terroristes», se croyaient habilités à agir de leur propre chef, suite à ce prétendu manque, cette «autodéfense» aurait dû se terminer au plus tard quand le Conseil de sécurité s'est décidé à agir. C'est précisément ce qu'il a fait le 20 décembre 2001 en autorisant, par la résolution 1386, l'intervention en Afghanistan de la *Force internationale d'assistance à la sécurité* (FIAS) commandée par l'OTAN. Par l'article 42 de sa Charte, il a autorisé cette troupe à utiliser la force armée si celle-ci était indispensable pour accomplir

sa mission. Mais du même coup toute légitimation de l'«*Operation Enduring Freedom*» était supprimée.

De telles objections du droit international n'arrivent pas à impressionner la classe politique allemande qui est marquée par un nihilisme juridique illimité. En dépit du jugement du Tribunal fédéral d'administration de Leipzig selon lequel «la participation à un délit contre le droit international est elle-même un délit contre le droit international», les deux tiers du parlement ont approuvé contre les trois-quarts de la population, la participation continue de la Bundeswehr à la violation du droit international. Dans les chambres de tortures du «système Guantanamo» – car celui-ci est le noyau de la guerre anti-terroriste – il n'y aura ainsi à l'avenir pas de pénurie de victimes. •

Jürgen Rose est enseignant et lieutenant-colonel de la Bundeswehr. Dans cet article il défend ses propres opinions.

N'attendons pas les rapports de l'AIEA dans l'attitude du lapin paralysé face au serpent!

km. Le 15 novembre, Mohamed El-Baradei, Secrétaire général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne, a remis au Conseil des gouverneurs de l'organisation un nouveau rapport sur l'état présent des activités nucléaires de l'Iran (*Implementation for the NPT Safeguards Agreement and Relevant Provisions of Security Council Resolutions 1737 (2006) and 1747 (2007) in the Islamic Republic of Iran, GOV/1007/58*).

Ce rapport a été interprété et jugé de manières diverses. En Allemagne, les gros titres de journaux allaient de «L'Iran est réhabilité» (*junge Welt* du 11 novembre) à «L'Iran triche» (*Frankfurter Rundschau* du 17 novembre).

Le texte permet cette diversité: il est caractéristique des rapports du Secrétaire général de l'AIEA sur les Etats qui sont dans la ligne de mire des projets de guerre américains.

Il fait de nombreuses fois état d'une bonne coopération avec l'Iran sur des questions encore ouvertes et de nombreuses informations iraniennes qui recouvrent celles de l'AIEA. Cela vaut avant tout pour les questions concernant le développement du programme nucléaire iranien au cours des 20 dernières an-

nées. Les inspecteurs ont constaté que le degré d'enrichissement de l'uranium dans les installations iraniennes concernées n'était pas suffisant pour permettre la fabrication de bombes nucléaires mais qu'il l'était pour son utilisation dans les centrales nucléaires, comme le déclare l'Iran.

Le rapport regrette que l'Iran soit réticent à éclaircir les questions ouvertes et affirme qu'on ne sait pas s'il n'existe pas tout de même des installations nucléaires non déclarées, que l'Iran n'a pas ratifié le Protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire et qu'à partir du début 2006, il n'a plus été disposé à remplir les conditions dudit Protocole même sans signature, si bien que les connaissances que possède l'AIEA sur le programme iranien ont tendance à diminuer, et avant tout on ignore toujours si l'Iran continue d'enrichir de l'uranium en dépit de la décision du Conseil de sécurité.

Le rapport répète qu'il n'existe pas de preuves d'un programme nucléaire militaire sans que l'on puisse toutefois exclure avec certitude qu'il y en ait un.

Ainsi, comme après chaque rapport de l'AIEA, les lecteurs en extraient les passa-

ges qui confirment leurs idées préconçues en fonction de leur tendance politique.

Pour ainsi dire personne ne pose la question fondamentale de savoir quelle importance il convient d'attribuer aux rapports de l'AIEA, en particulier à propos de la question de la guerre et de la paix. Pour formuler les choses de manière quelque peu schématique, disons que même si l'AIEA constatait que l'Iran est en train de construire une bombe nucléaire – ce dont, je le répète, nous n'avons aucune preuve – qu'est-ce que cela signifierait dans la perspective du droit international? Une violation du Traité de non-prolifération? Oui. Une raison légitime de faire la guerre? Absolument pas! Ou en d'autres termes: la fixation de l'opinion mondiale sur les rapports de l'AIEA et l'absence de réaction, la paralysie face aux menaces de guerre éhontées du parti belliciste (USA, Israël, etc.) nous égarent. On ne doit pas prendre certaines affirmations des rapports de l'AIEA ou de son Secrétaire comme prétexte d'une décision de guerre. En signant la Charte des Nations Unies, tous les Etats du monde se sont engagés à préserver la paix. Ils ont condamné la guerre, et cela à juste titre.

La Charte n'autorise le recours à la force que dans des situations exceptionnelles définies très précisément, et cela non pas pour faire la guerre mais pour en dissuader. Car tous ceux qui réfléchissent savent ce qu'est la guerre. Aucun comportement de l'Iran ne relève de ces situations exceptionnelles. Même un Iran qui posséderait l'arme nucléaire ne pourrait être menacé tant qu'il ne serait pas prouvé qu'il est sur le point de l'utiliser.

En d'autres termes: comment des gouvernements peuvent-ils en venir non seulement à menacer de faire la guerre mais à la préparer progressivement alors qu'ils ne sont pas sérieusement menacés? Pourquoi est-ce que la communauté internationale n'intervient pas à l'encontre des gouvernements qui préparent le plus grave des crimes de guerre, c'est-à-dire la guerre d'agression? Pourquoi le Conseil de sécurité tarde-t-il à s'occuper de cette menace contre la paix dans le monde.

Donc, au lieu d'attendre les prochains rapports de l'AIEA et de nouvelles menaces de guerre dans l'attitude du lapin paralysé devant le serpent, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher de nouveaux crimes de guerre. Le temps presse. •

«Propulsores de la guerra en el Golfo ...»

Continuación de la página 3

raba como el problema esencial en la región. Según los planes, el conflicto en el oriente próximo debería ser solucionado recién después de haberse llevado a cabo la reorganización de la región del golfo, según los criterios de Washington.

Mientras tanto, se propagaba a Israel como modelo democrático y, dentro de la realidad política, se le daba vía libre para sus programas de colonización.

En la conferencia planeada sobre oriente próximo para fines de noviembre en Annapolis (ver «*junge Welt*» del 9.11.2007), deberá resolverse el conflicto que, relacionado con la nueva política, resulta el obstáculo principal para la inclusión de los estados árabes en el frente de guerra contra Irán. Ésto supone que Israel esté decidida a aceptar regulaciones vinculantes, que supondrían un fin de la política de colonización.

El precio de la traición

Para lograr que sus aliados sunitas tengan mayor influencia en Iraq, los diplomáticos de la Casa Blanca trataron de derrocar al presidente chií *Nuri Al-Maliki* y establecer un nuevo gobierno. Hasta ahora han fracasado en sus intentos, ya que en el parlamento, en el que predominan los chiíes, no logran mayoría. Tampoco se pueden permitir una disolución del parlamento si no quieren perder totalmente su credibilidad. En el curso

de la nueva política, EE.UU. ha suspendido también el suministro de armas para la policía y el ejército al gobierno de Maliki, con la consecuencia que este gobierno le compró a China por valor de 100 millones de dólares.

Además, a principios de octubre, los grupos chiíes de más influencia, bajo la conducción de *Abdulaziz Hakim* (Jefe del consejo superior de la revolución islámica en Iraq [SCIRI] brigadas Badr) y *Muqtada Al-Sadr* (Movimiento de los sadristas del ejército del Mahdi) convinieron, como respuesta al viraje de las alianzas estadounidenses un «pacto de honor», que prevee el fin de todas las mutuas hostilidades. Ya anteriormente, Al-Sadr, jefe del ejército del Mahdi, había suspendido sectores del ejército que en primera línea se habían consagrado a la lucha contra fuerzas concurrentes chiíes.

Bajo estos aspectos, se aclara fácilmente el actual retroceso de la violencia. Los ataques a los soldados norteamericanos han disminuído porque una parte de los rebeldes sunitas se han pasado al bando de los ocupantes, y los atentados a los iraquíes se han reducido por el efecto de la tregua entre las milicias chiíes. Por lo tanto, no ha sido el refuerzo de tropas lo que ha dado frutos, sino el cambio en las alianzas que lo acompañó. Si este éxito va a ser durable o si servirá de base para brotes de violencia de otro tipo, se verá. La quietud también puede revelarse como la calma antes de la tormenta, que a más tardar estallará con un ataque a Teherán.

Un triunfo tardío de Brzezinski

Los fines políticos de las guerras en preparación se limitan por los medios militares insuficientes. Según cálculos del general Sánchez, citado al comienzo, el ejército estadounidense necesitará por lo menos diez años para reponearse del desastre en Iraq. La guerra entonces tendrá que hacerse desde el aire, apoyado por algunos comandos por tierra.

Después de la experiencia en la guerra del Líbano, se descarta que el bombardeo de la población civil conduzca a un cambio de régimen, lo que no va a impedir al gobierno de Cheney-Bush de recurrir a ese medio según vayan las cosas.

Visto realísticamente, la meta sólo puede ser el debilitar al enemigo mediante la destrucción de sus capacidades militares, sus centros industriales claves, y su infraestructura, de tal manera que, por un tiempo previsible, deje de ser una amenaza.

De este modo, se establecería un nuevo equilibrio entre los países árabes armados por un lado y un Irán debilitado por otro; en el centro, la hegemonía de Washington en el Golfo como garante de ese equilibrio.

Esto significa una vuelta a la estrategia propugnada por *Zbigniew Brzezinski* en 1997. En su libro «La única potencia mundial – la estrategia norteamericana de dominio» el ex consejero de seguridad del presidente estadounidense, *James Carter*, abogaba por una política de equilibrio global. Ésta debía equilibrar a los posibles desafiantes del poder mundial norteamericano

con los medios de la política. La violencia tendría que aplicarse recién cuando un amenazante desequilibrio en una región no pudiera reestablecerse de otra manera, y la hegemonía de EE.UU. estuviera en peligro.

Este principio político «realista» fue sustituido por los neoconservadores «revolucionarios» en la Casa Blanca, por una política de ofensiva tendiente a asegurar el dominio con una temprana aplicación de medios militares.

Si ahora se hiciera la guerra contra Irán, la ironía de la historia es, que si bien ésta estará bajo el comando de un presidente republicano, se convertirá en una «guerra de equilibrio» del partido democrático.

Dos días después de la proclamación de los países lindantes al Caspio, el 18 de octubre en Teherán, el presidente de EE.UU. advirtió sobre el peligro de una tercera guerra mundial, a raíz del programa nuclear iraní. Oficialmente el comentario iba dirigido contra Teherán, pero el verdadero destinatario era Moscú. EE.UU. quiere una guerra en el Golfo limitada a una región y no tiene ningún interés en una escalación mundial del conflicto. Ésto debía ser el mensaje de Bush a Rusia y, por la misma razón, Washington intentará tal vez, en un futuro no lejano, de comprar la reserva de Moscú haciendo compromisos en otros niveles. •

Fuente: «*junge Welt*» del 13.11.2007 (Traducción *Horizons et débats*)

Tamilselvan

Assassinat d'un négociateur pendant les pourparlers de paix

par Ian Hart, Colombo

L'incrédulité, l'hébétéude, un sentiment d'horreur, puis des lamentations sans fin. Telle a été la réaction des Tamouls lorsqu'ils ont appris l'assassinat de *Tamilselvan* par l'Etat du Sri Lanka.

Tamilselvan était le chef de l'aile politique du mouvement de libération tamoul et principal négociateur pour la paix. Il avait travaillé dur pendant 13 ans pour donner une dimension politique à la lutte de libération et trouver un règlement négocié à ce long conflit.

Les non-Tamouls – militants, pacifistes, négociateurs, chefs politiques et religieux, ONG, universitaires et tous les autres qui avaient eu des contacts avec lui – n'ont pas été moins choqués et chagrinés que les Tamouls.

Personnalité de Tamilselvan

Dans son hommage à Tamilselvan, *Jon Hansen Bauer*, l'envoyé spécial norvégien aux négociations de paix, a rappelé sa personnalité et son rôle important dans la recherche d'une solution pacifique au conflit sri lankais: «Il était important non seulement pour la Norvège, mais également pour d'autres pays [...] pour notre compréhension de la politique et des idées des Tigres tamouls. C'était un homme modéré qui expliquait patiemment et intelligemment les revendications justifiées des Tamouls.» Jamais en colère, jamais violent, il était optimiste et cherchait des solutions politiques «en négociateur responsable» même lorsque d'autres personnes trouvaient les demandes de ses adversaires inacceptables et impossibles.

En conclusion, l'envoyé spécial a évoqué de manière poignante la signification de cette perte irréparable: «Lorsqu'il conduisait la délégation à Genève, en octobre de l'année dernière, il était déjà parvenu à combler le vide créé par la mort d'*Anton Balasingam*. [...] Au cours d'une seule année, *Anton Balasingam* et Tamilselvan sont morts. Nous avons perdu les deux chefs de la délégation de paix qui ont joué des rôles cruciaux. A un moment très critique du processus de paix au Sri Lanka, ils laissent un grand vide. La mort de Tamilselvan est une grande perte pour nous tous.»

Réactions des Tamouls vivant en Inde

La réaction spontanée des Tamouls vivant en Inde a été une profonde sympathie pour Tamilselvan et une vague de soutiens à la lutte du peuple de l'Eelam tamoul. Cette réaction exprimait la relation symbiotique existant entre les deux pays.

Le message de condoléances du Premier ministre du Nadu tamoul, *N. Karunanidhi*, qui contenait le terme de «frères» est représentatif des sentiments de toute la population de cet Etat.

L'esprit de l'éditorial de l'hebdomadaire *Kumutham* était de la même veine. On pou-



L'île du Sri Lanka offrirait assez de terres fertiles pour permettre à tous les groupes de la population de vivre en paix. (photo zvg)

vait y lire que «la vie qui palpète dans l'Eelam tamoul est notre vie, la vie tamoule».

Au Nadu tamoul, les leaders politiques, et notamment les chefs de partis, ont organisé des cérémonies funèbres dans de nombreuses villes qui ont rassemblé des milliers de sympathisants. Certains d'entre eux ont été arrêtés et incarcérés.

Certains chefs politiques ont condamné sévèrement la duplicité de l'Inde. Officiellement, elle nie apporter la moindre aide militaire au Sri Lanka, mais elle fournit en douce aux forces armées des armes qui tuent des Tamouls innocents.

Conséquences

pour la vie des Tamouls de l'Eelam

Le chagrin éprouvé par toute la communauté tamoule est indescriptible. A Kilinochchi, des milliers de personnes sont venues rendre les derniers hommages à Tamilselvan malgré les bombardiers qui décrivaient des cercles dans le ciel. Dans la péninsule de Jaffna et dans d'autres parties du Nord-Est, la population a assisté en masse aux cérémonies funèbres, défiant les forces armées en colère.

A l'étranger, la réaction des membres de la diaspora a été tout aussi émouvante. Ils ont créé des centres temporaires où étaient exposées des photos de Tamilselvan et où ont afflué les Tamouls, bravant dans certains cas le vent glacial de l'hiver. Leurs programmes de télévision et de radio n'ont cessé de montrer des gens en deuil, de faire entendre la voix de personnes exprimant leur douleur sans retenue.

On pouvait s'attendre à ces réactions: après tout, Tamilselvan avait été un de leurs grands chefs, un homme dont l'éternel sourire révélait une âme qui évitait la colère et la violence, un homme qu'ils portaient dans leur cœur.

En tant que chef de l'aile politique, il avait assumé des tâches herculéennes: il superviserait la mise sur pied de comités de citoyens,

la Société pour la promotion de l'éducation, la Société pour la promotion de l'art et de la culture, la Société pour la promotion économique, des programmes de sensibilisation à la lutte des Tamouls; il était à l'écoute des problèmes des gens, résolvait les conflits et assumait bien d'autres responsabilités. Finalement, il participait aux négociations de paix, ayant succédé au célèbre Anton Balasingam en temps que principal médiateur.

Il faisait tout cela avec le sourire, ce sourire qui était devenu sa signature.

Mais l'assassinat aura des conséquences considérables pour l'Eelam tamoul à un autre niveau, car il a reçu des signaux inquiétants.

Signaux en provenance de l'Etat sri lankais

Le gouvernement sri lankais l'a reconnu, ce fut l'assassinat ciblé du principal négociateur pour la paix, de quelqu'un qui cherchait des «solutions politiques», un homme que le Pr *John Whitehall*, qui était associé au *Tamil Eelam Medical College* de Kilinochchi, «a comparé à *Nelson Mandela* pour son absence d'esprit vindicatif et de violence».

Le président *Mahinda Rajapaksa* et ses ministres se sont réjouis de cet assassinat. Le parti d'opposition dirigé par l'ex-Premier ministre *Ranil Wickremasinghe*, qui a signé l'accord de paix de 2002, a salué cet acte et félicité les forces de l'air. En beaucoup d'endroits, la communauté cinghalaise a organisé des fêtes.

Le message évident est qu'avec l'assassinat de Tamilselvan, ces gens-là ont sonné le glas du processus de paix: leurs manifestations de joie résonnent comme des tambours de guerre.

Signaux envoyés par la communauté internationale

Bien que quelques parlementaires de pays comme le Royaume-Uni et le Canada ainsi que de l'UE, aient fait part de leurs condoléances et condamné ce crime, aucun Etat en tant que tel n'a condamné l'assassinat de ce négociateur pour la paix malgré leur insistance manifeste en faveur d'une paix négociée. Même la Norvège, qui a fait office de facilitateur dans l'accord de cessez-le-feu de 2002 et dans les pourparlers qui ont suivi, n'a exprimé aucun reproche.

Le peuple tamoul est déçu de l'attitude des Etats qui n'ont pas accordé leurs actes à leurs paroles.

Signaux de l'Inde, grande puissance régionale

Malgré l'assassinat de Tamilselvan, l'Inde a offert aux assassins des appareils de surveillance très sophistiqués et des canots de guerre. Les déclarations de l'Inde selon lesquelles elle n'apporterait pas de soutien militaire au Sri Lanka se sont révélées une pure façade destinée aux Tamouls du pays rendus fous de colère par l'oppression continue des Tamouls et l'assassinat de Tamilselvan.

A cette occasion, l'Inde tenait à piéger le Sri Lanka qui était décidé à demander une aide militaire au Pakistan et à la Chine. L'Inde a montré ainsi qu'elle ferait n'importe quoi pour s'assurer qu'elle n'abandonnerait pas la domination sur la région à ses rivaux.

Les Tamouls de l'Eelam ne peuvent pas s'attendre à une attitude responsable de l'Inde en matière de paix dans la région.

Signaux des Etats-Unis, superpuissance mondiale

Deux jours après l'assassinat de Tamilselvan, même avant que son corps ait été porté en terre, les Etats-Unis ont offert des canots de guerre pneumatiques et des systèmes de surveillance navale au Sri Lanka. Comble d'ironie, l'ambassadeur des Etats-Unis au Sri Lanka a déclaré, lors de la cérémonie de remise de ce matériel, que le Sri Lanka devait chercher une solution négociée au conflit.

La signification de cette action, dans la perspective tamoule, contraste fortement avec certains développements récents du conflit sri lankais. Au cours de ces derniers mois, des officiels américains et des organisations de défense des droits de l'homme, dont *Human Rights Watch*, basé aux Etats-Unis, ont critiqué sévèrement les atrocités commises par le Sri Lanka contre la population civile tamoule.

Le 2 novembre, le jour de l'assassinat de Tamilselvan, le sénateur *Patrick Leahy* a déclaré à la Chambre haute que l'aide américaine au Sri Lanka devait dépendre de la situation des droits de l'homme qui s'était détériorée. Il a également fait allusion à la décision de la *Millennium Challenge Corporation* de surseoir pour la même raison au versement au Sri Lanka de plus de 11 millions de dollars.

Cette recommandation a ensuite été expressément appuyée par *Human Rights Watch*.

On parlait encore d'une interview qu'*Hillary Clinton* avait accordée au *Guardian Unlimited* dans laquelle, quelque dix jours avant l'assassinat de Tamilselvan, elle avait critiqué l'application systématique par le gouvernement Bush du terme de «terroristes» aux Tigres de libération de l'Eelam tamoul.

Dans le contexte de ces événements survenus au moment de l'assassinat, les Tamouls ont considéré la fourniture de matériel de guerre comme un acte de duplicité et de déloyauté. (En fait, quelques jours plus tard, le 14 novembre, l'éditorial du *Boston Global* parlait d'une «manifestation des contradictions de la politique américaine actuelle».) Les Tamouls pensent que l'aide américaine a été motivée par l'intention du Sri Lanka de demander le soutien de l'Iran. Comme l'Inde, les Etats-Unis se sont empressés de prévenir toute menace dirigée contre leurs intérêts géopolitiques sans se préoccuper du fait que leurs armes étaient utilisées contre des civils tamouls. Les Tamouls ne pouvaient pas non plus attendre du fair-play de la part de la superpuissance mondiale. Les grands discours du «champion des droits de l'homme et des libertés» ne sont que de vaines paroles.

Conséquences générales de l'assassinat de Tamilselvan

La mort de Tamilselvan est ressentie par la communauté tamoule et les authentiques partisans de la paix comme une perte irréparable et une trahison à l'égard de la paix. Elle montre indubitablement que le Sri Lanka entend poursuivre la guerre coûte que coûte et assujettir irrémédiablement la nation tamoule. Cette tragédie a ranimé la solidarité symbiotique entre les Tamouls du monde entier à tel point que l'on peut percevoir l'émergence d'un nationalisme pan-tamoul. Elle a renforcé les liens entre les membres de l'Eelam tamoul et leur détermination à se fier, comme par le passé, à leur propre force et à leur propre imagination dans leur combat pour la dignité et la libération du joug cinghalais. Comme l'a déclaré *Ilanirayan*, porte-parole militaire des Tigres de Libération, «il n'y a pas de dédommagement pour l'Eelam tamoul en dehors d'un Etat indépendant».

(Traduction *Horizons et débats*)

«Va-t-en guerre dans la région ...»

suite de la page 2

réaliste ne peut consister qu'à affaiblir l'adversaire en détruisant ses capacités militaires, ses installations industrielles essentielles et son infrastructure de manière à ce qu'il ne constitue plus de défi dans un proche avenir.

De cette façon, on établirait un nouvel équilibre entre les pays arabes équipés et l'Iran affaibli, Washington étant le garant de l'équilibre, qui assurerait son hégémonie dans la région du Golfe. Cette évolution constituerait un retour à la stratégie suivie par *Zbigniew Brzezinski* en 1997. Dans son ouvrage «le Grand Echiquier», l'ancien conseiller à la sécurité du président des Etats-Unis *James Carter* plaide pour une politique d'équilibre mondial. Cette politique devrait ramener les lanceurs potentiels de défis à la raison sans recourir aux armes. La violence ne devrait être utilisée que s'il n'était pas possible de rétablir autrement un équilibre régional menacé et que si l'hégémonie des Etats-Unis était en péril.

Les «révolutionnaires» néo-conservateurs de la Maison Blanche ont remplacé cette mé-

thode politique «réaliste» par une M politique visant à assurer offensivement l'hégémonie en recourant tôt à la force armée. Si la guerre contre l'Iran éclate maintenant, l'ironie de l'histoire veut qu'un président républicain en assure le commandement, mais que, «guerre d'équilibre», elle soit la guerre du parti démocrate.

Le 18 octobre, deux jours après la déclaration de Téhéran faite par les Etats riverains de la mer Caspienne, le président des Etats-Unis a averti qu'une Troisième Guerre mondiale menaçait en raison du programme nucléaire iranien. Officiellement, ces propos s'adressaient à Téhéran; en fait, ils visaient Moscou. Les Etats-Unis n'entendent mener dans le secteur du Golfe qu'une guerre régionale et n'ont aucun intérêt à ce que le conflit s'étende au monde entier. Bush veut le faire savoir à la Russie. C'est pourquoi Washington s'efforcera probablement, ces prochains temps, d'acheter la circonspection de Moscou en lui faisant des concessions dans d'autres domaines.

Source: «junge Welt» du 13/11/07

(Traduction *Horizons et débats*)

Les combattants pour la liberté et les «Besserwessis»*

par Maria et Georg Koch

Dans les deux premières parties de notre récit de voyage, nous avons parlé des gens en Allemagne de l'Est, comment ils maîtrisent malgré tout leurs conditions de vie difficile et gardent leur volonté de vivre et leur humour. Ça et là transparaissait déjà amèrement l'effet que les «Besserwessis» ont eu sur nos compatriotes dans l'Est de la République. Cette fois nous en disons plus.

L'après-midi, nous allons à Leipzig. Le nouveau périphérique et la vieille ville merveilleusement restaurée montrent qu'on a beaucoup construit depuis le tournant. Nous garons la voiture près de la caserne des pompiers et passons près de l'ancienne centrale de la Stasi** – «Die runde Ecke» [le coin rond]. Aujourd'hui, c'est un musée, on peut y voir les échantillons d'odeur de la Stasi dans des verres à conserves, les bureaux dans lesquels le courrier était ouvert à la vapeur et contrôlé. Vu les méthodes actuelles de surveillance des données et de la reconnaissance des personnes, de telles méthodes de surveillance des citoyens nous semblent anodines et relever de l'amateurisme. Le musée, nous l'avons visité il y a déjà quelques années. Aujourd'hui, nous passons par une zone piétonne avec beaucoup de restaurants de rue pour arriver à l'église Nikolaï. C'est d'ici, et de trois autres églises évangéliques de Leipzig, que dans les années 80 est parti le mouvement de «Demokratie jetzt» (démocratie maintenant). Devant l'église se trouve un petit groupe de trente personnes qui se rassemble régulièrement pour la manifestation du lundi contre la remise en cause des acquis sociaux. Huit policiers au moins surveillent le petit groupe. Par mégaphone et avec beaucoup de bruit mais sans succès, la parole est donnée: «Bürger komm und reih dich ein, du könntest schon der nächste sein!» (Citoyen, viens dans nos rangs, c'est toi qui pourrais être la prochaine victime).

Une discussion libre à haut niveau

Dîner à la pizzeria. La jeune et jolie serveuse parle un bon allemand parfait et s'efforce d'avoir le regard aussi blasé que beaucoup de ses collègues dans une grande ville de l'Allemagne de l'Ouest. Quel dommage. Le dialecte saxon nous plaît tant et aussi le naturel que nous avons appris à connaître ici. Nous souhaiterions à la jeunesse d'Allemagne de l'Est beaucoup de confiance en soi pour rester authentique et ne pas imiter nos sottises.

A 20 heures, dans la salle communale de l'église St-Thomas nous rencontrons un groupe de citoyens intéressés. L'annonce dans le journal disait: «Dieu et le monde – discussion ouverte sur le thème: Tir autorisé pour les personnes humaines – ou: quelle est la valeur de la dignité humaine pour la politique?» Il s'agit de la proposition de Jung/Schäuble de tirer sur des avions de ligne pleins de passagers, quand on soupçonne qu'il y a des terroristes à bord. La discussion est menée très sérieusement et ouvertement, pas de polémique mais une recherche sérieuse de réponses d'un fondement éthique à des questions difficiles. Nous sommes impressionnés par le fait que des gens, des citoyens, se rencontrent dans une discussion libre à haut niveau et traitent des questions ensemble de façon naturelle, des gens qui ne prétendent pas tout savoir.

Au cours de la discussion la question se pose de savoir pourquoi si peu de gens, surtout dans les nouveaux Länder, discutent ces exigences du ministre de l'Intérieur. On suppose que c'est la peur, la peur du terrorisme et le danger pour la sécurité. Une dame contredit de manière pensive: Elle a plutôt l'impression d'une ignorance générale. Personne ne s'y intéresse. Son observation trouve l'approbation générale. Pourquoi? Nous voulons savoir: Comment cela se peut-il après cette lutte si courageuse pour la liberté des gens d'ici? L'impression de ne pas pouvoir faire bouger les choses, de ne pas avoir de réso-

nance, joue un grand rôle d'après un participant à la discussion.

Système économique mondialisé sans frein social

Nous sommes choqués: Est-ce que le sentiment de résignation qui paralyse les Allemands de l'Ouest depuis des décennies aurait déjà pris tant d'ampleur ici? Nous en discutons avec les patrons du restaurant de la gare que nous avons déjà présenté lors de notre premier voyage. Qu'il n'y ait que dix personnes qui soient venues pour la discussion, notre patronne l'explique ainsi: Les Allemands de l'Est sont fatigués de la politique. Beaucoup sont très déçus. La promesse de démocratie n'a pas été tenue. Le citoyen individuel peut à peine faire bouger quelque chose. Et le clivage entre les pauvres et les riches est devenu de plus en plus grand. Il y a à peine encore une classe moyenne. Il y a ceux qui ont énormément profité et beaucoup qui vont mal. Ceux qui à l'origine étaient intéressés à la politique et qui ont du travail, doivent, pour la plupart, travailler tellement qu'ils n'ont plus la force de participer activement aux événements politiques. Ils sont totalement pris et veillent juste encore à ce que leur famille puisse s'en sortir convenablement.

Nous continuons à réfléchir: Le vieux système de la dictature du prolétariat, l'économie planifiée où la personne individuelle ne pouvait pas participer mais devait faire ce que ceux «là-haut» demandaient, c'est ce que les anciens citoyens de la RDA ne voulaient plus. Mais le nouveau, est-ce tellement mieux? Depuis le tournant, le système économique mondialisé s'est débarrassé de tout ce qui pourrait le freiner, le capitalisme rhénan s'est mû en un capitalisme de fauves de la pire espèce. Ce n'est pas cela que les gens voulaient, ceux qui ont scandé «Nous sommes le peuple». Beaucoup nous disent qu'ils auraient voulu une autre RDA, mais pas cette manière de réunification qui était une accapuration, un écrasement. Et maintenant ils ont exactement ce contre quoi on les a toujours mis en garde. Que cela conduise à la résignation, on peut très bien le comprendre.

Le 9 octobre est un grand événement à Leipzig: Il y a 18 ans que Leipzig a participé de façon décisive à ce que le mur et le vieux système prennent fin.

La «Leipziger Zeitung» écrit: «Le 9 octobre 1989, dans le centre de Leipzig, environ 70 000 personnes ont revendiqué sans violence leur droit à la liberté et à la démocratie. La confrontation avec les 8000 hommes des forces de l'ordre qu'on craignait n'a heureusement pas eu lieu. C'était une journée du tournant de la solution chinoise planifiée à l'élimination pacifique de la dictature», a dit Walter Christian Steinbach ces jours-ci.» C'est vrai: Les dirigeants de la RDA avaient sérieusement envisagé la «solution chinoise», c'est-à-dire des soldats allemands qui tirent

sur des citoyens qui manifestent, un massacre comme sur la place Tian'anmen à Pékin. Cela n'est pas arrivé – comme nous le savons.

Le 9 octobre est donc l'occasion d'un grand événement à Leipzig: au Gewandhaus a lieu un débat public avec sur le podium l'ancien ministre des Affaires étrangères Genscher, FDP [parti libéral allemand], Rainer Eppelmann, CDU [parti chrétien-démocrate], président du Conseil de la fondation pour l'étude de la dictature SED [ancien parti socialiste de la RDA] Paul Nolte, professeur d'histoire contemporaine à l'Université libre de Berlin, et le maire de Leipzig Burkhard Jung. Le rédacteur en chef de la «Leipziger Volkszeitung», Bernd Hilder, a fait la modération. Cela veut dire qu'il n'y avait personne sur le podium qui y était à l'époque, pas un seul Allemand de l'Est sauf Eppelmann qui était à Berlin et pas à Leipzig à ce moment-là. Bien sûr il y avait beaucoup de louanges pour les gens de Leipzig et leur volonté de liberté, pour la non-violence avec laquelle ils ont provoqué la chute du système. «70 000 bougies, zéro coup de feu» est écrit sur une carte qu'on distribue.

Mais ceux qui sont à l'origine de tout cela n'ont pas de voix ici. Bien sûr, dans le public se trouvent des témoins de l'époque. Ils peuvent écrire des questions sur des bouts de papier et s'ils ont de la chance on en discutera. Un homme sort en colère et crie: «Je suis un témoin de l'époque et je ne peux rien dire!»

Naturellement, c'est Genscher qui parle en premier et le plus longtemps. Dans l'essentiel, il fait l'éloge de lui-même: Déjà en 1988 il a su que cela arriverait et qu'il avait obligé les collègues russes à la non-violence. Alors devons-nous tout cela à Genscher?

L'expédition criminelle de la «Treuhand» n'est pas un thème

La discussion tourne autour de deux questions d'importance capitale: Est-ce que la fête nationale ne devrait pas plutôt avoir lieu le 9 (première grande manifestation des masses à Leipzig) au lieu du 3 octobre (Tag der Einheit, Journée de la réunification) et faut-il ériger un monument? Si oui, à Berlin ou à Leipzig? Ni la question du chômage, ni les perspectives économiques n'ont été discutées, ni la question de la démocratie. L'expédition criminelle de la «Treuhand» n'a naturellement été mentionnée à aucun moment, ni comment les politiciens de l'Allemagne de l'Ouest ont avalé et aplani le mouvement de démocratie qui a commencé à voir le jour dans la population, avec des propositions de constitution – plusieurs groupes de citoyens ont élaboré des projets de constitution alternatifs qui auraient dû être discutés. Une question critique du public à propos du rôle de l'UE est tout de même arrivée jusqu'à Genscher. Il a saisi l'occasion de dire avec de longues digressions que l'UE avait amené 60 ans de paix à l'Europe. Et que s'est-il passé au Kosovo, en You-

goslavie, dans un pays européen? Est-ce que les gens là-bas se sont seulement imaginé qu'ils ont reçu des bombes à l'uranium sur leurs têtes et que depuis il y a de plus en plus de gens qui tombent malades du cancer? Et n'était-ce pas Genscher qui, avec la reconnaissance d'après le droit international de la Slovénie et de la Croatie, a joué un rôle décisif pour que cette guerre eût lieu, la première guerre depuis la Seconde Guerre mondiale qui partait du territoire allemand?

Après cette manifestation brillante, un «super-event» a lieu sur la place Nikolaï: Tout est organisé professionnellement avec un écran géant, des haut-parleurs, distribution de bougies, chœurs et discours de politiciens. Là aussi Genscher au premier rang, en pull-over jaune. Ainsi on essaie d'éconduire gentiment les Allemands de l'Est qui ont été sincères avec la liberté et avec le slogan: «Nous sommes le peuple!».

«Le système suisse pourrait être une bonne alternative au socialisme et au capitalisme»

Le soir, nous discutons encore longtemps avec Anke et Gerald, nos nouvelles connaissances du restaurant de la gare. Maintenant nous nous tutoyons. Gerald nous sert encore son «Hottie» savoureux – du whisky irlandais avec du citron et de l'eau chaude –, et il y a un bon feu dans la cheminée au salon. Le restaurant est fermé, nous sommes entre nous et nous parlons ouvertement, à la lueur des bougies, de la RDA, de la Stasi, de la SED et aussi un peu de la Suisse et du système suisse qui pourrait être une belle alternative au socialisme et au capitalisme. Et naturellement nous parlons des «Besserwessis», et nous interlocuteurs ne laissent planer aucun doute sur ce qu'ils pensent d'une telle arrogance.

Nous pensons qu'il est temps que cela change. Nous ne devrions pas nous laisser monter les uns contre les autres mais nous mettre ensemble et chercher ensemble des solutions humaines. Autrement nous deviendrons tous des victimes de ce capitalisme de fauves, que nous vivions en Saxe, ou dans la Ruhr. Avec cela, les manifestations du lundi à Leipzig n'ont pas vraiment tort: Citoyen, tu pourrais être la prochaine victime.

Des issues existent, il faudrait seulement les discuter. Ainsi, à Dresde, lors d'une manifestation à laquelle nous avons participé quelques jours plus tard, un économiste a présenté un programme épatant, appuyé sur le capitalisme rhénan de Erhard jusqu'à Eucken en se référant à Gesell. Mais cela sera pour une autre fois.

* Jeu de mots allemand: ceux de l'Ouest qui se croient plus malins que ceux de l'Est.

** Ministère de la Sécurité d'Etat de l'ancienne RDA

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



Les manifestations du lundi en octobre 1989 à Leipzig: ce qui a commencé si prometteur... (photo Reuters)

La Somalie à l'automne 2007

par Jenny Heeb, Zurich

La première partie de mon article est consacrée à la situation actuelle en Somalie. Outre quelques impressions personnelles, je cite avant tout les rapports de différentes organisations internationales. Dans la seconde partie, j'évoque *New Ways*, une coopérative de Merka fondée en 1994 par l'infirmière et sage-femme zurichoise Vre Karrer et qui, depuis son décès en février 2002, continue d'être gérée par des Somaliennes et Somaliens avec le soutien du «Förderverein Neue Wege in Somalia» de Zurich.

Depuis 2002, je me suis rendue cinq fois à Merka. Cette année, le responsable de *New Ways*, Mohamed Roble, m'a déconseillé d'y aller. J'ai donc décidé d'aller au Somaliland. Nombreux sont ceux qui ignorent que le Nord, ancienne colonie britannique, s'est séparé du Sud en 1991 et a créé la République du Somaliland, pays indépendant de facto mais non reconnu au plan international. Dans les années 1980, un mouvement nationaliste s'est soulevé contre le pouvoir de Siad Barre qui traitait les habitants avec brutalité et rasa l'actuelle capitale, Hargeisa, ainsi que d'autres localités. Je me trouvais le 18 mai, fête de l'Indépendance, à Hargeisa et j'ai été impressionnée de voir le nombre de femmes et d'hommes qui y participaient. Les habitants espèrent que tous les visiteurs étrangers s'engageront, une fois rentrés chez eux, en faveur de la reconnaissance du Somaliland. Les gens n'éprouvent guère de sympathie pour leurs frères et sœurs du Sud de la Somalie; ils n'aiment pas que je parle de notre coopérative de Merka.

En Somalie, la guerre civile sévit depuis 1991

Depuis le bannissement de Siad Barre en 1991, c'est la guerre civile en Somalie. Actuellement, elle est menée surtout à Mogadishu. Je me souviens très bien de la fonctionnaire somalienne des Nations Unies qui me disait, au printemps 2006, que la guerre durerait jusqu'à ce que la paix soit revenue dans la capitale. Selon des rapports de *Human Rights Watch*, depuis décembre 2006, les combats entre le gouvernement transitoire (*Transitional Federal Government*) d'Abdullah Yussuf, soutenu par l'Éthiopie et les USA, et les rebelles, des islamistes et des nationalistes, ne sont pas moins violents que ceux de 1991-1995 lorsque les États-Unis et l'ONU sont intervenus.

Les Tribunaux islamistes rétablissent l'ordre

L'année dernière, les Tribunaux islamistes (*Islamic Courts Union*) ont conquis non seulement Mogadishu et le Sud de la Somalie, mais également le cœur des habitants. Après neuf ans de domination de seigneurs de la guerre et de bandits, avant tout à l'intérieur et



Quand le médecin arrive, les villageois accourent. (photo zvg)

autour de Mogadishu, et les conflits sanglants entre différents clans, les Tribunaux islamiques ont réussi à rétablir l'ordre à Mogadishu et à rouvrir le port et l'aéroport. Mes connaissances de Merka m'ont dit qu'elles osaient à nouveau se rendre dans la capitale et se promener dans les quartiers les plus reculés sans être inquiétées. Elles ne m'ont pas parlé des flagellations rapportées par les journaux.

Août 2007: échec de la Conférence de réconciliation

Malgré la Conférence de réconciliation qui s'est tenue du 15 juillet à la fin août et à laquelle ont participé quelque 1000 anciens des clans les plus importants, des seigneurs de la guerre, des politiciens et des représentants étrangers, les combats continuent entre la troupe gouvernementale de 5000 hommes et les 30000 soldats éthiopiens d'une part et d'autre part les rebelles qui ont tenu un congrès à Asmara en septembre.

Plus de 400 000 personnes ont fui Mogadishu

Les victimes de la guerre sont les habitants de Mogadishu. Depuis le début de l'année, plus de 400 000 personnes ont fui la capitale. Elles se sont réfugiées dans toute la Somalie. Le responsable de *New Ways* nous a appris que Merka, qui compte quelque 120 000 habitants, a accueilli 40 000 réfugiés. Toutes les familles hébergent une ou deux familles de réfugiés dans leurs maisons pourtant exiguës. Le *Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)*, l'*Unicef* et le *Pro-*

gramme alimentaire mondial (PAM) s'en occupent également.

Sécheresse, inondations et inflation galopante

Selon des rapports de l'ONU de septembre 2007, les deux provinces de Middle et de Lower Shabelle qui fournissent traditionnellement à tout le pays des légumes, des fruits et de la viande et exportent même de la viande dans les pays arabes, ont fait leurs plus mauvaises récoltes depuis 13 ans. Pendant l'hiver 2005/2006, il y a eu une sécheresse extrême. Lorsque je me trouvais à Merka, à l'hiver 2006/2007, j'ai observé les gens du PAM qui déchargeaient puis transportaient par camions dans les différents villages des tonnes de riz et de maïs en provenance des États-Unis. À l'automne et à l'hiver 2006/2007, le Sud a été ravagé par de gigantesques inondations dues au débordement de la Shabelle et du Juba.

La déplorable situation politique, les quantités de réfugiés et les catastrophes naturelles entraînent une inflation galopante. Selon le responsable de la coopérative *New Ways* de Merka, le prix du maïs a, en quelques semaines, augmenté de 31% et celui du riz de 125%.

4 médecins pour 100 000 habitants (contre 362 en Suisse)

La situation sanitaire est très mauvaise. Selon *Médecins sans frontières*, la Somalie a le plus mauvais système de santé de monde. On ne compte que 4 médecins et 28 infirmières pour 100 000 habitants. 1 enfant sur 10 meurt à la naissance et 1 sur 4 n'atteint pas l'âge de 5 ans. L'espérance de vie moyenne est de 47 ans. *Médecins sans frontières* est une des

rare ONG internationales qui œuvrent sans discontinuer depuis 1991 dans différentes régions du pays et sont très appréciées de la population.

New Ways, dispensaires, écoles, nettoyage des marchés, soutien aux paysans

Venons-en maintenant à la coopérative *New Ways*, qui travaille depuis novembre 1994 dans les domaines médical et éducatif. Vre Karrer, infirmière enseignante et sage-femme, s'est rendue pour la première fois en Somalie en février 1993 après avoir pris une retraite anticipée. Elle voulait venir en aide à ce pays délaissé et à sa population. À la fin de 1994, elle a ouvert un dispensaire et engagé du personnel indigène qu'elle a formé et dont une partie travaille encore aujourd'hui là-bas. Bientôt, elle a estimé que les enfants devaient être scolarisés et elle a fondé le 1^{er} juillet une école pour les enfants des rues qui a été acceptée avec enthousiasme par les Somaliens. Le 1^{er} janvier 2001, elle a ouvert, avec l'aide de la population, une école professionnelle. À la campagne, à quelque 50 kilomètres de Merka, dans un village pauvre, elle a rencontré des paysans et les a aidés à construire des canaux d'irrigation. Elle a mis en place des groupes de femmes et d'hommes qui nettoient le marché et le centre-ville pour prévenir le choléra. En promotrice convaincue de l'idée coopérative, elle a essayé d'administrer ses institutions sur une base coopérative. Tous les employés avaient les mêmes droits, recevaient le même salaire et avaient un droit de cogestion. C'était également une pacifiste passionnée qui ne tolérait aucune arme sur le périmètre de *New Ways*. Le 22 février 2002, elle a été abattue dans sa chambre. On ne sait toujours pas qui sont ses assassins. Depuis, des Somaliens et Somaliennes poursuivent son œuvre en collaboration avec le *Förderverein Neue Wege in Somalia*. Les contacts ont lieu par téléphone et Internet. Si Mohamed Roble est d'avis que la situation politique permet que je m'y rende, je le ferai volontiers car les contacts personnels profitent à tout le monde. Nous sommes conscients que l'idée coopérative n'a plus autant d'importance à Merka que du temps de Vre Karrer, mais nous sommes très fiers que *New Ways* soit encore vivant 5 ans après la mort de sa fondatrice et que nous puissions apporter un secours médical à la population, une aide éducative et professionnelle à des enfants et à des adolescents et que 93 employés gagnent leur vie grâce à leur emploi à *New Ways*. L'école primaire et secondaire de *New Ways* instruit 700 élèves.

Si vous souhaitez en savoir plus sur *New Ways*, consultez notre site Internet (en allemand) www.nw-merka.ch. Nous accueillons volontiers tous vos dons (CCP: 80-53042-7). En outre, les personnes désireuses de travailler dans notre Comité peuvent s'adresser à Jenny Heeb, Greifensestr. 30, 8050 Zurich (E-mail: merka02@bluewin.ch). Ajoutons que pendant son séjour à Merka, Vre Karrer a écrit des lettres à ses amis qui ont été réunies dans un livre intitulé *Und grüsse euch mit dem Lied des Regenvogels* et paru en 2003 au Verlag eFeF. (Traduction *Horizons et débats*)

Courrier des lecteurs

L'Aurore en Amérique latine

Votre article sur l'Équateur et la Bolivie m'a beaucoup réjoui parce qu'il décrit très bien la situation ici et parce que les Européens ne sont pas ou que tendancieusement informés sur les pays d'Amérique latine et notamment sur la politique actuelle en Bolivie.

Vous avez bien présenté le récit de notre projet et vous savez que nous sommes en train de travailler précisément sur ce terrain ici en Bolivie.

En Bolivie, la souveraineté alimentaire a de plus en plus été démantelée depuis des décennies, par un engagement renforcé pour le marché mondial.

L'ancien bloc de puissances des latifundistes, des gros industriels et de leurs alliés intellectuels lutte, en se servant de n'importe quels moyens, contre la politique d'*Evo Morales* qui entend supprimer cette mauvaise situation. Leurs moyens sont le blocage des nouvelles lois et des nouveaux projets, la création et l'intensification des impasses de la production (pétrole, gaz, etc.), la hausse il-

licite des prix du secteur alimentaire, et en plus l'instigation au trouble et au mécontentement, à l'aide des mass-médias.

S'y ajoute que beaucoup de Boliviens, surtout ceux venant de la bourgeoisie, «hautement qualifiée» pensent que le système occidental d'«industrie-marché-démocratie» est le seul possible et le seul souhaitable.

Mais la façade de ce système du capitalisme qui ressemble aux prospectus sur papier glacé est en train de se lézarder, et le nombre des gens augmente qui s'aperçoivent que «les sages» occidentaux de l'économie et de la science ne connaissent pas de solution humaine – seulement encore plus de croissance jusqu'à l'apocalypse.

Chaque être humain encore capable d'une pensée et d'une action autonomes, devrait s'y mettre dès maintenant et tout de suite. Partout au monde. Chaque contribution compte.

Thomas Schramm, Bolivie

Thomas Schramm, El Alto de la Yuruma, Samaipata, Bolivia, thoschra@arcor.de

La «Banque du sud» va commencer ses travaux à partir de 2008

Bientôt surgira, venant d'Amérique latine, une alternative au *Fonds monétaire international (FMI)* et à la *Banque mondiale*. Au cours de l'année prochaine, la «Banque du sud» (*Banco del Sur*) veut commencer son travail en tant qu'institut de crédit indépendant du FMI et de la Banque mondiale.

Le budget de départ de cet Institut de crédit régional s'élève à environ 7 milliards de dollars et devrait constituer une alternative à ce que l'on appelle les institutions *Bretton-Woods*. Cette nouvelle a été annoncée par le ministre des Finances vénézuélien *Rodrigo Cabelas*. Le gouvernement du Venezuela travaille intensément à la mise en oeuvre du projet qui a été lancé, en février de cette année, par les Présidents du Venezuela et de l'Argentine, *Hugo Chávez* et *Néstor Kirchner*. Entre-temps, la Bolivie, le Brésil, l'Équateur et le Paraguay ont aussi rallié le projet. En Uruguay, un débat parle-

mentaire est encore en cours concernant une éventuelle adhésion.

Au cours de ces dernières années, le gouvernement de Hugo Chávez a essayé, par le biais de diverses initiatives, de renforcer l'indépendance de la région à l'égard des États-Unis et des institutions sous domination des USA. Ainsi, l'*Alliance commerciale bolivienne* sera une alternative aux Amériques (*ALBA*) comme concurrent au «libre-échange» sous contrôle des USA (modèle d'accords commerciaux fondés *ALCA*). La «Banque du sud» suit la même idée en s'opposant à la toute-puissance du FMI et de la Banque mondiale. L'organisation vise à plus long terme, de s'allier aux États d'Asie et d'Afrique, là où les objectifs sont les mêmes.

Sources: *junge Welt* du 26/9/07 et www.argentinienaktuell.com

(Traduction *Horizons et débats*)

«On ne réussit que ce que l'on fait avec toute son âme»

Un aperçu de l'orfèvrerie Willi Buck à Wil, riche de tradition

par Urs Knoblauch, Fruthwilen TG

C'est une expérience artistique particulière que d'être guidé par la célèbre et charmante orfèvre *Monika Buck* à travers les pièces au sein de la galerie de l'orfèvrerie *Willi Buck* dans le «Goldenen Erker» (à l'oriel d'or) de Wil, la ville monastique honorable dans le canton de Saint-Gall. L'entreprise familiale riche de tradition est connue au-delà de la région et du pays pour ses créations et ses champs d'activités divers. A une époque où des petites entreprises familiales indépendantes doivent résister à l'épreuve des effets de la mondialisation, une ville est reconnaissante pour cette tradition. De telles entreprises donnent également un aperçu exemplaire de l'interdépendance complexe et responsable entre les facteurs sociaux, culturels et économiques. Une orfèvrerie montre aussi comment un artisanat scrupuleux, une créativité, une éthique, un enracinement culturel et un travail de qualité ont un rapport mutuel et ont conduit la Suisse à sa bonne position dans le monde. En visitant l'exposition des entreprises, les caractéristiques constituant le «style Buck» typique sont visibles. La grande compétence au niveau artisanal, une simplification intérieure profonde et méditative des figures humaines et leurs rapports avec la nature et l'histoire de l'Eglise chrétienne se lient. Dans ces tout petits et grands objets d'art, il règne une harmonie entre le matériau, l'artisanat, la forme et l'esprit. *Monika Buck* honore les capacités artistiques de son père avec cette phrase: «Pouvoir tout dire en quelques lignes distinctes».

L'art, la culture et la responsabilité

Dans la maison «Goldener Erker», avec le cycle gallique marquant du fondateur de l'entreprise, formé en cuivre au moyen de la technique du bandage, se trouvent les ateliers et les locaux du magasin et, en entrant dans les pièces de l'exposition impressionnante, le visiteur découvre une présentation typographique de *Willi Buck* sur le mur, laquelle conduit comme un leitmotiv à travers sa longue vie et son œuvre artistique: «On ne réussit que ce que l'on fait avec toute son âme».

L'exposition montre la biographie complète et la carrière avec des exemples d'œuvres de *Willi Buck* (1911-1997), le fondateur de l'entreprise familiale. Il grandit dans des conditions modestes à Hérisau en Appenzell. Il est le cinquième de huit enfants et l'artiste qui est en lui s'est manifesté très tôt. A travers l'évolution de l'artiste débutant, la grande reconnaissance qu'il a de pouvoir suivre une formation professionnelle solide apparaît sans cesse. *Willi Buck* s'approprie avec grand engagement toutes les expériences professionnelles nécessaires. Après son mariage avec *Beatrice Gertrud Heim*, le couple a eu quatre enfants. *Willi Buck* a développé pendant plus de 60 ans l'orfèvrerie avec sa personnalité d'artiste particulièrement forte, aimable et à multiples facettes. Il s'est toujours efforcé, durant sa vie, «d'ouvrir sans cesse les yeux de l'être humain sur les vraies valeurs de la vie».

Après sa mort, il y a dix ans, sa fille *Monika Buck*, qui avait travaillé pendant des années en étroite collaboration avec son père, a continué à mener l'entreprise et poursuivre l'œuvre de vie de son père avec succès. Très tôt déjà, elle s'est sentie bien dans le climat artistique et culturel de son père. La fréquentation de l'école du cloître de Wil a renforcé et élargi l'horizon familial: «On a besoin de cette relation avec l'histoire de l'Eglise. Pendant neuf ans, je suis allée à l'école du cloître de Wil. Là, on traitait des thèmes religieux. C'est peut-être la raison pour laquelle je suis davantage capable d'empathie.»

En dehors des très jolies créations ornementales, *Willi Buck* s'est fait un nom bien au-delà des frontières du pays avec des objets d'art sacrés, des calices, des ostensoirs, des tabernacles, des peintures d'autel, des peintures sur verre et également des chemins de croix et des ornements entiers pour des églises. Ses œuvres ont un fort rayonnement humain et spirituel. Il était aussi maître dans l'emboutissage du cuivre et d'autres métaux et techniques. Ainsi, ont été produits beaucoup de reliefs expressifs et des représentations de figures complètes. Dans



On peut voir, devant le tableau de *Willi Buck* de 1991 représentant «Sainte Catherine d'Alexandrie» avec le temple égyptien, et un dessin représentant une vue de Wil (1991), la tête de femme intitulée «souffrance» dont toute la plastique est obtenue par l'emboutissage du cuivre. (photo uk)

plus de cent églises, on peut admirer les œuvres de *Willi Buck*. *Monika Buck* a été très tôt fascinée par le savoir de son père dans le domaine culturel et de l'histoire des églises, et par ses objets d'art esthétiques et sacrés et son artisanat complexe: «Au Moyen-Age, l'orfèvrerie d'église était un métier indépendant. A cette époque, outre les commandes passées par les cours princières, les clients étaient avant tout les cloîtres et les églises. Plus tard, il y a eu une division de ce métier entre l'orfèvrerie d'or et d'argent.»

De la valeur d'une formation professionnelle fondée

L'intérêt de *Willi Buck* pour le dessin s'est manifesté dès son plus jeune âge et aussi bien ses études exactes de la nature que les copies des anciens maîtres le montrent clairement. Il n'a pu suivre sa formation à l'école d'art appliqué de Zurich que grâce au soutien financier de ses frères et sœurs. De plus, le futur orfèvre a financé ses études en dessinant des portraits, en modelant et en accomplissant de petits travaux. La formation dans ce métier signifie l'interaction très complexe entre la matérialité, le savoir-faire, la forme et le contenu et c'est cela qui le fascinait dans cette forme artistique. L'enseignement de la connaissance de la forme et du matériau, du dessin et des travaux plastiques, mais aussi des connaissances profondes du matériau et des techniques artisanales font partie de la formation et de l'activité de l'orfèvre. La continuité et la précision sont nécessaires pour acquérir les différentes particularités techniques du métier comme l'emboutissage, la ciselure, la fonte, la gravure, les travaux en filigrane et l'émaillage etc.

Un regard dans l'orfèvrerie montre le travail concentré des professionnels: limer, aiguiser et polir jusqu'à ce que le petit objet ou la pièce ornementale ait pris sa rondeur ou sa forme angulaire. Outre le savoir professionnel spécifique au métier, les compétences humaines de pouvoir s'adapter à la personnalité du client et à ses souhaits personnels sont particulièrement importants. De vastes connaissances dans le domaine de la culture et de l'histoire de l'art sont également nécessaires pour acquérir aussi bien un style qu'un langage formel approprié. L'art du traitement de l'or et de l'argent, beaucoup de chef-d'œuvres artistiques dans le domaine de la construction ou de l'artisanat et la typographie avaient justement déjà connu dans les anciennes cultures développées en Egypte et en Mésopotamie leur magnifique épanouissement. Ces influences sont visibles dans quelques œuvres de l'artiste et dans son art de la simplification.

Willi Buck a conservé son style simplifié et figuratif, et la réalisation créative des formes naturelles et des thèmes religieux,

et a continué à les développer tout au long de sa vie. Ses œuvres devaient être comprises par chacun et transmettre de vraies valeurs. Aujourd'hui justement, le contenu et l'éthique devraient regagner plus d'importance dans l'art. Différents dessins, images et graphiques imprimés de *Willi Buck* montrent cette orientation éthique, mais aussi des thèmes critiques actuels comme «les fourmis voraces», dans lesquels l'artiste prend position contre la recherche croissante et sans égards axé sur le profit maximum, et le comportement du consommateur superficiel.

De nombreuses influences du monde de son père, la nature et l'histoire culturelle, liées à l'imagination créative, sont devenues ainsi pour *Monika Buck* une source d'inspiration pour ses créations de bijoux magnifiques,

«les bijoux de *Buck*» qu'elle porte aussi elle-même. Outre le modèle et l'activité de son père, elle a pu elle aussi suivre une formation professionnelle solide aux écoles d'art appliqué renommées de Zurich et de Saint-Gall et s'est laissée inspirer par de nouvelles évolutions. Elle est également fascinée par de bons artistes contemporains comme par exemple l'architecte tessinois *Mario Botta*. Elle l'exprime dans une interview au magazine d'orfèvrerie *gold'or*: «J'aimerais bien m'occuper de l'ornementation d'une église de *Botta*.» Sûre du style, elle décrit comment l'architecte combine le matériau, la géologie, les briques et la particularité spécifique au paysage régional, l'architecture et l'environnement dans les magnifiques «églises *Botta*» du Tessin et développe de nouvelles formes et de nouveaux aménagements spaciaux.

Toutes ces influences remontent à l'activité commune des bâtisseurs et des artisans dans les forges destinées à la construction des cathédrales et des églises du Moyen-Age. Là, toutes les branches professionnelles ont œuvré ensemble et vécu souvent en commun pendant des décennies en s'influençant mutuellement. La célèbre *Bauhaus* dans les années vingt en Allemagne et les écoles d'art appliqué contemporaines sont nées de cette tradition. La coopération, l'activité commune et l'apprentissage réciproque, tous fondés sur l'égalité, deviennent justement des points centraux pour la résolution des tâches futures chez nous et dans le monde.

La visite de la galerie d'orfèvrerie montre clairement comment tous les domaines de la vie communautaire humaine et de la culture, ainsi que l'artisanat, le social, l'économie et l'art, doivent être à part entière entretenus avec responsabilité. C'est pourquoi, on peut se réjouir du fait que *Monika Buck* guide toujours volontiers des classes scolaires et des associations ou groupes intéressés à travers l'exposition. Le fait de s'occuper de la tradition de l'artisanat, de la culture, et de gérer une entreprise de manière sociale en toutes conscience et responsabilité peut ainsi devenir un enrichissement précieux pour tous. •

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

- Veuillez faire parvenir six numéros à l'essai gratuitement aux adresses suivantes:

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51

CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich